

Mohammed Harbi *

L'EXPERIENCE DE 1962 A 1965 : SA PORTEE, SES LIMITES

Premier round : de mars à septembre 1962 les tendances bourgeoises investissent l'Etat et essayent de cristalliser ses appareils à leur profit. De ce lieu, elles facilitent le transfert des biens européens aux bourgeois algériens et leur permettent, dans le cadre d'une spéculation effrénée, d'élargir leur base économique. Un peu partout, des dignitaires de l'armée intérieure participent à la curée. C'est le règne du commandite. A Skikda, l'ancien maire de la ville, Benquet-Crevaux, un des animateurs des massacres du 20 août, s'associe à deux maquisards pour exploiter en commun le plus grand hôtel-restaurant de la cité. Les agro-exportateurs raflent cinémas, hôtels et immeubles. Alors que les différentes fractions de la petite bourgeoisie¹ se battent pour le pouvoir d'Etat, l'offensive bourgeoise suscite peu d'opposition sauf là où les classes populaires arrivent à agir sur les cadres de l'ALN dans l'Orléansvillois et la région de Blida-Boufarik par exemple. Se forment alors, ici et là, avec l'aide des syndicalistes de l'UGTA des comités de gestion. Les fermes et les entreprises apparaissent aux ouvriers comme leur prolongement et leur patrimoine. Ils les exploiteront souvent en association avec des agro-exportateurs, des commerçants des villes, des fonctionnaires qui avancent les capitaux pour les frais de culture et assurent la commercialisation des produits.

1. Dans un contexte où la décomposition sociale à une profondeur de champ historique d'un siècle, seule l'analyse concrète peut rendre le sens de la notion de petite bourgeoisie. Nous l'appliquons à tous les individus qui n'appartiennent ni à la classe ouvrière, ni aux travailleurs de la terre non propriétaires ni aux couches sociales qui vivent de la rente ou du profit.

En septembre, les dirigeants de la wilaya IV qui avaient gelé jusqu'alors les transactions cèdent aux pressions bourgeoises et reviennent sur leur décision. Mais les travailleurs urbains et ruraux s'accrochent désespérément aux îlots acquis — je dis bien des îlots —, assurent le fonctionnement des entreprises sans trésorerie, sans salaires réguliers et cherchent à intéresser les différentes factions du FLN et l'Etat à leur situation. Ils ne trouvaient pas suffisamment de force en eux-mêmes pour offrir une alternative politique et manquaient d'une vision globale.

Les gestion ouvrière ne relève d'une interprétation socialiste du fonctionnement de la société que chez les militants, quelques unités du reste. Les uns à peine sortis des camps et des prisons, les autres venant de l'émigration donc extérieurs, par situation, aux entreprises et très peu au fait de leur réalité sociologique. De mars à septembre la bourgeoisie a acquis un avantage certain.

Second round : en octobre la crise du FLN est en partie résorbée. Le gouvernement Ben Bella cherche à remettre l'économie en marche. Mais les paysans n'ont pas de moyens. Lors de la campagne des labours, l'Etat fait appel à la mobilisation de tous. Certains propriétaires privés se dérobent. Des paysans, dans le Sétifois et dans la région de Batna, réquisitionnent leur matériel ou brûlent leurs moyens de travail mais leur mouvement reste circonscrit et ne se généralise pas. Il ne s'est pas manifesté de véritable mouvement paysan.

La poussée va venir des villes et même de certains appareils de l'Etat investis par des militants ouvriers de la Fédération de France du FLN et des syndicalistes. Ce point occulté ou sous-estimé me semble important. En effet, quand, en octobre, la petite bourgeoisie est enfin arrachée aux luttes de factions, elle s'aperçoit que l'héritage des colons dans les villes lui a échappé, que la haute administration et les emplois lucratifs sont pour une grande part entre les mêmes mains que sous la colonisation. L'entrée en scène de la petite bourgeoisie en crise, à la recherche d'une place « honorable » dans la nouvelle société va donner à tous les mouvements d'opposition à la bourgeoisie une audience que par eux-mêmes, ils ne sont pas parvenus à avoir. Les aspirations populaires, refoulées par les déchirements de l'été 1962 vont alors s'exprimer à travers tous les canaux, à travers le FLN, les débris des appareils des wilayas, l'ANP, les syndicats, les opposants à Ben Bella. C'est un véritable mouvement de toute

la société. Trois thèmes sont particulièrement mobilisateurs : l'épuration de l'Etat, l'annulation des transactions, le travail. Commence une campagne de type justicialiste et égalitariste. On s'attaque au critère de la compétence qui livre l'Etat aux « bourgeois » et en barre l'accès aux « fils du peuple », on encourage les doléances des comités de gestion, on pousse à l'algérianisation des cadres des entreprises étrangères, on réclame du travail mais de préférence dans la fonction publique, on dénonce les hauts salaires, etc. Le gouvernement fait droit à certaines demandes, annule les transactions engagées, interdit tout achat de biens vacants, institue les comités de gestion dans toutes les entreprises. Le Bureau national des Biens vacants et l'Animation rurale prennent de l'importance. Investis par des travailleurs venant en majorité de l'émigration en France ils vont mener une grande bataille pour récupérer les biens mal acquis et aider les travailleurs à faire front. En mars, le président Ben Bella, prisonnier du Parti, de l'armée, en butte aux attaques de ses adversaires de l'été 1962 va plus loin et signe les décrets de l'autogestion, de portée à la fois nationale et sociale. Jusqu'en mars, étatistes et socialistes, partisans de la révolution par en haut et de la révolution par en bas agissent dans la même direction. A partir de cette date leurs chemins divergent. Le reclassement social s'opère rapidement mais dans une confusion politique et idéologique incroyable.

a) La petite-bourgeoisie se rue sur le secteur tertiaire et l'arrache aux possesseurs de capital grands et petits, surtout petits et le gère à son profit à l'abri du masque de l'Etat. La fraction de la petite bourgeoisie lésée par l'annulation des transactions se retrouve alliée à la bourgeoisie.

b) La bourgeoisie bat en retraite d'une manière élastique. Elle tente de garder la haute main sur la commercialisation et lance le mot d'ordre de la vente sur pied des produits des fermes en autogestion. Dans le même temps, ses éléments liés aux cadres des wilayas appellent à la prise en mains des comités de gestion par les combattants d'abord. Il s'agit de jouer la résistance contre le mouvement social.

c) La bureaucratie d'Etat, les technocrates surtout qui jusqu'alors défendaient les accords d'Evian et la coopération avec la France changent leur fusil d'épaule et admettent, contraints et forcés par la peur de perdre leurs prérogatives la tutelle des

ministres politiques (Ouzegane puis Mahsas à l'Agriculture, Laroussi puis Boumaza à l'Economie) dont ils cherchaient jusqu'alors à contrarier les efforts de nationalisation des « appareils ». L'action des technocrates s'infléchit dans un sens étatiste mais ce sont les nouveaux fonctionnaires issus du mouvement politique qui, pour le compte des ministères économiques, vont essayer, en utilisant les appareils acquis à l'autogestion, de rompre les liens entre l'administration et la bourgeoisie et de restituer à l'Etat et non aux travailleurs, le domaine vacant. Si l'on fait abstraction du fait que les occupations spontanées de fermes et d'usines n'ont pas été nombreuses et que c'est l'Etat qui a arraché, ici et là, aux particuliers et même à l'armée le domaine vacant pour y établir son autorité, c'est-à-dire celle de son support social, on ne comprendrait pas pourquoi les travailleurs ont été vaincus sans qu'il y ait de véritable lutte frontale.

Troisième round : au moment où commence la bataille pour l'application des décrets sur l'autogestion, la situation sociopolitique est d'une grande complexité :

- 1) les appareils de l'Etat ne sont pas encore cristallisés ;
- 2) la direction du FLN n'a aucune homogénéité et le parti n'a aucune réalité ;
- 3) l'opposition est désorientée et ne sait comment reprendre souffle d'autant que sa lutte contre Ben Bella reflète les divisions au sein d'une même couche sociale ;
- 4) le monde du travail, à la ville comme à la campagne est dans un état d'atomisation sans précédent. Une partie des ouvriers qualifiés et expérimentés est passée dans l'administration d'Etat. Une autre s'est installée à son compte ; par ailleurs la mobilité géographique et sociale a profondément modifié la composition du prolétariat, celui des campagnes surtout.

Ainsi dans la plaine de Skikda, les terres de vignobles et d'agrumes ont été occupées par des populations des montagnes de Collo, venues dans le sillage des maquisards. Ces populations n'avaient aucune vraie tradition agricole. A Berrouaghia, dans le Sersou, des familles ou des groupements d'originaires se sont installés dans les fermes et ont reconstitué leurs structures patriarcales dans le cadre d'entreprises capitalistes. A Ben Chicao, un gang armé appuyé sur d'anciens maquisards et allié aux notables de la région avait accaparé vingt et une fermes et les dirigeait à son profit. L'ANP avait à sa disposition 70 000 ha. Son

représentant à la commission interministérielle sur les décrets de mars, le capitaine Aouchiche s'est prononcé pour une gestion étatique, contre l'autogestion. Il n'a accepté de donner l'accord du ministère de la Défense qu'en échange du maintien de l'armée dans les fermes qu'elle occupait.

Ce qu'on rencontre donc, c'est une juxtaposition de situations différentes. Le prolétariat rural n'existe pas en tant qu'entité. Dans ces conditions, la cristallisation d'une conscience collective s'avère d'autant plus ardue que les syndicats, caporalisés par le FLN, n'étaient pas en mesure d'intervenir. Les travailleurs algériens se trouvaient face aux autres forces sociales sans instruments adéquats. Les seuls relais de leurs intérêts étaient le Bureau national d'Animation du secteur socialiste, le service de l'Animation rurale, le cartel intersyndical et interfédération UGTA avec Hassan Bourouiba, Lassel, Rebbah, etc.

En avril commence la campagne pour l'autogestion. Ben Bella s'adresse aux masses directement, par dessus la tête de son propre appareil. Sa tournée à travers le pays, les décisions qu'il prend sur le terrain en retirant à des notabilités ou à des bourgeois les biens que l'administration rechignait à leur enlever lui acquiert la confiance des masses. Encouragés par son langage, les travailleurs bougent et revendiquent les pouvoirs qui leur sont reconnus. Les travailleurs du secteur privé s'enhardissent, demandent l'algérianisation des cadres, le contrôle ouvrier, veulent mettre les patrons étrangers dehors, font grève pour y parvenir. Dans les appareils de l'Etat, c'est la panique. On pense à Cuba. Les adversaires de l'autogestion sont paralysés et ne savent sur qui s'appuyer pour résister. Malgré lui, Ben Bella devient un enjeu dans la lutte entre les masses et les appareils de l'Etat. Le colonel Boumedienne pressent une modification de l'équilibre à son détriment, talonne Ben Bella et ne cherche pas à s'en démarquer. L'opposition était neutralisée et ne pouvait rien faire d'autre qu'invoquer contre Ben Bella les résistances de l'administration à l'application des décrets. Il y eut une période où tout semblait possible. L'assassinat de Khemisti provoque un coup d'arrêt. Nous avons alors proposé à Ben Bella de continuer sa tournée dans le pays, de s'attaquer à la propriété foncière algérienne pour stabiliser les rapports sociaux à la campagne. Il a décidé de rentrer à Alger. C'était une erreur. La mise au premier plan de la question sociale avait créé un autre climat. Il fallait

aller en avant très vite avant que les forces hostiles à toute émergence des travailleurs sur la scène politique n'organisent une contre-offensive.

Dans l'esprit du législateur, les décrets de mars devaient être le point de départ d'un processus de révolution ininterrompue, trancher la question, jusqu'alors en suspens, de la base sociale du pouvoir et aboutir à un réaménagement démocratique de toutes les institutions dans leur relation avec les masses. Le problème des libertés et la question sociale étaient liés. Mais pour que les virtualités socialistes des décrets sur l'autogestion prennent corps, il fallait faire la réforme agraire pour résoudre la question des deux secteurs, le secteur moderne et le secteur traditionnel et réaliser l'alliance entre le prolétariat rural et la paysannerie pauvre, réorganiser le commerce extérieur et prendre en main le secteur bancaire pour empêcher tout transfert de valeur vers le privé, planifier l'économie car il était hors de question que dans un pays où les chômeurs et les fellahs misérables étaient légion, une catégorie de travailleurs monopolise les revenus existants. Dans la mesure où cette vision globale n'a pas trouvé un appui ferme auprès de Ben Bella et que le monde du travail n'a pas trouvé suffisamment de force en lui-même pour s'imposer à ses adversaires à cause de son faible niveau, de son atomisation et de son inexpérience, la contre-offensive de tous les candidats à l'accaparement du revenu du travail en est facilitée. Cette contre-offensive est menée par une tendance directoriale et technocratique influencée par les schémas mentaux du capitalisme. Ses chefs de file, Boumaza et Mahsas, le premier partisan de la formation de sociétés nationales, le second de fermes d'Etat, considéraient les entreprises comme des unités techno-économiques qui fabriquent des produits et non comme des unités socio-politiques qui créent des rapports entre les hommes. Ben Bella leur cède tout le pouvoir économique et liquide à leur profit les services de la Présidence qui continuaient, contre vents et marées, à défendre l'autogestion.

La stratégie de substitution de la gestion étatique au contrôle effectif des travailleurs sur la production est facilitée par le marasme financier des entreprises. Dans l'agriculture, l'assaut le plus ravageur qu'eut à subir l'autogestion fut celui que lui livrèrent les spéculateurs et les grossistes. La commercialisation des produits agricoles fut un échec. La collusion entre les organes

gestionnaires de l'Etat et la bourgeoisie commerçante favorisa, malgré Mahsas lui-même, un transfert massif de valeur vers le privé. S'accroissent dès lors les critiques contre l'autogestion accusée de tous les maux. La bureaucratie fait feu de tout bois.

Un exemple : pour la Direction du Plan, le secteur agricole autogéré aurait dû dégager en 1963 un revenu de 140 à 145 milliards d'anciens francs. Ce chiffre calculé sur la base du revenu net dégagé par la colonisation européenne occultait plusieurs données :

a) Le financement de la campagne par les colons était de l'ordre de 110 milliards. Or en 1963 l'Etat algérien n'a pu mobiliser que 17 milliards pour financer le secteur autogéré agricole.

b) Le parc matériel était déficient. Sur 6 986 tracteurs, 2 413 se trouvaient en panne en octobre 1963 dont 623 sur 1 134 dans le département d'Oran, 207 sur 417 dans celui de Médéa et 121 sur 211 dans celui de Tlemcen.

c) Le désinvestissement a été important entre 1958 et 1962. Le matériel et les plants n'ont pas été renouvelés.

d) La commercialisation en France ne se faisait plus dans les mêmes conditions, etc.

Dernier round :

La guerre avec le Maroc et le soulèvement armé du Front des Forces socialistes et surtout la riposte de Ben Bella, nationalisation des dernières terres de colons, masquent la gravité des problèmes qu'affronte le gouvernement Ben Bella. Les problèmes posés reflétaient les données de la lutte des classes et la solution ne pouvait leur être apportée qu'au niveau de la stratégie d'ensemble alors que les réponses du pouvoir sont ponctuelles et empiriques.

1) Sur le plan politique, la structuration du FLN sur une base de classe s'avère une illusion. La différenciation politique piétine. Le mouvement reste aux mains d'une petite-bourgeoisie de tradition populiste. Sa base spontanément sociale est indifférente aux problèmes posés par le fonctionnement de l'économie. Elle veut des emplois, des salaires, des pensions, la distribution des terres en priorité aux anciens combattants. Son attitude est exploitée par les cadres de l'armée qui veulent un système autoritaire, les oulémas qui dénoncent les atteintes à la propriété et la lutte des classes, et d'une manière générale tous les groupes

qui veulent utiliser le mécontentement populaire contre le secteur autogéré.

2) Pour les travailleurs, la détention des moyens de production par la classe ouvrière est une fiction, un article de discours officiel. La propagande en faveur de l'autogestion n'a plus d'écho et joue un rôle d'obscurcissement. La langue des médias devient une langue morte.

3) L'Etat monopolise des tâches économiques qu'il n'arrive pas à assumer et aggrave le marasme. Dans le même temps, les faits sociaux prennent leur revanche. Le mécontentement des paysans pauvres et des paysans sans terre commence à se manifester par une lutte, dans les fermes, des saisonniers contre les ouvriers permanents. Le chômage entraîne des mouvements spontanés de correction : gonflement des services, accélération de l'émigration en France, irruption par la force dans les comités de gestion dont 75 à 80 % des coûts de production seront désormais constitués de salaires. La profondeur de la crise sociale, les manifestations de l'opposition ne permettaient plus un équilibre entre les classes. Les temps où Ben Bella était considéré comme un enjeu semblaient dépassés. A partir de l'été 1964, la bourgeoisie et les bureaucrates tournent de plus en plus leurs regards vers l'armée et son chef qui se démarque de Ben Bella.